

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Quelques réflexions

La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire québécois souligne, dans son introduction, que l'agriculture est « l'assise territoriale de la ruralité québécoise. Par définition, elle est le premier et le plus stable des facteurs d'occupation dynamique du territoire. Elle contribue largement à façonner son paysage et à développer son économie. » Et la Commission ajoute « que la taille des fermes augmente et leur nombre diminue de façon constante. Cela n'est pas sans conséquence sur le dynamisme des communautés rurales. »

Ces deux citations de la Commission soulèvent de nombreuses questions sur l'avenir des communautés rurales et sur l'avenir de l'agriculture elle-même.

A) Les constats :

1- Un peu d'histoire

Il y a quelque quarante ans, a débuté une vaste centralisation des services publics dans les secteurs de l'éducation et de la santé par le Gouvernement

du Québec vers des endroits précis du territoire, largement urbains. A suivi un vaste déplacement de services privés, tels les services financiers (banques et caisses populaires), les services médicaux, les services alimentaires (magasin général) et les services de caractère plus artisanal comme la fromagerie, la boulangerie, la boucherie, la coiffure, et de plus en plus, l'étiollement, voire la disparition des services religieux.

Aussi, le phénomène rapide de la consolidation des fermes en quelques grosses unités fortement spécialisées et peu créatrices d'emplois a créé, au cours des récentes décennies, des vides marqués dans les campagnes.

En centralisant les services publics et privés en des lieux choisis et en privilégiant l'élargissement des fermes, l'État et les décideurs industriels, financiers et agricoles cherchent à accroître leur efficacité et à réduire leurs coûts. Ainsi, ils visent une réduction de leurs coûts par unité de production, réduction liée à des économies d'échelle. Toutefois, en ce faisant, on semble avoir négligé d'évaluer les coûts économiques et sociaux de cette concentration sur le monde rural.

Dans ce mémoire, le monde rural comprend cette population vivant en milieu rural dont les activités ne sont pas proprement agricoles ou liées directement à des travaux d'exploitation agricole sur une ferme. Toutefois,

la vie de cette population peut être sérieusement touchée par des changements pouvant se produire dans le monde agricole.

Pour sa part, le monde agricole comprend cette population vivant en milieu rural dont les activités sont liées directement à des travaux sur la ferme.

2- Des changements agricoles puissants

Toute personne intéressée à l'agriculture du Québec s'interroge lorsqu'elle se balade sur les routes de campagne. Que voit-elle? Des champs de maïs ou de soja s'étendant à perte de vue, de nombreuses granges abandonnées et le plus souvent tombant en ruine, de rares pâturages avec quelques animaux par-ci par là, des concentrations de silos appuyés à de grandes étables laitières et d'énormes porcheries.

Les fermiers sont de moins en moins nombreux et leurs fermes sont hautement mécanisées. Cela laisse penser que le capital se substitue à la main d'œuvre et que l'entreprise industrielle remplace la ferme familiale traditionnelle.

3- Des changements ruraux bouleversants

Les changements structurels suscités par la centralisation des services en milieu urbain et la concentration agricole en de vastes fermes ont radicalement bouleversé les campagnes et les municipalités rurales. Ces milieux subissent de profonds changements qui provoquent une importante déruralisation, un véritable exode rural et, possiblement, une prolétarianisation des fermes à plus ou moins long terme.

En effet, les fermes exigent tellement de capitaux que seules de grandes entreprises sont susceptibles de les acquérir. Une intégration verticale de la production et de la distribution des produits et des biens agricoles par de grandes entreprises localisées en milieu urbain pourrait même accélérer le phénomène de déruralisation, voir une monopolisation de la production. La croissance de la valeur des terres agricoles et, pour les fermes laitières, les coûts élevés des quotas laitiers permettent difficilement à de jeunes individus d'acquérir avec une certaine aisance des unités de production.

4- Le sous-développement rural

Le développement rural est un sujet qui fait l'objet de nombreuses inquiétudes dans notre société. Les municipalités rurales stagnent ou décroissent sur le plan socio-économique et elles voudraient bien, avec raison, modifier le cours des choses. Toutefois, de nombreuses forces

freinent leurs efforts. Elles sont à la fois locales, nationales et internationales. Localement, les municipalités dépendantes d'une seule ressource risquent fort de connaître de sérieux problèmes socio-économiques si cette ressource est sujette à de fortes variations de l'offre et de la demande sur les marchés. En agriculture, les productions sont de plus en plus concentrées et axées largement sur deux produits, les produits laitiers et porcins, Ces spécialisations rendent l'agriculture québécoise très vulnérable et le développement rural très aléatoire.

B- Intervention de l'État

L'intervention de l'État en agriculture prend différentes formes : avantages fiscaux, protections tarifaires, soutien des prix, programme d'assurances et de prêts, subventions directes ou indirectes.

Cette intervention a permis de bien alimenter la population en produits agricoles de haute qualité. Elle a aussi assuré, entre autres, une certaine stabilité des revenus agricoles, provoqué une concentration des fermes, haussé les besoins en capitaux et limité les productions à un nombre restreint de produits. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà précisé, elle a produit

des changements dramatiques dans les milieux rural et agricole dont les conséquences sont encore mal connues car elle ne s'est pas attardée à évaluer les coûts sociaux qu'elle a engendrés dans le monde rural.

Parmi ces coûts sociaux, ceux liés à l'environnement sont mal évalués et ils font l'objet de grandes inquiétudes dans tous les milieux; ceux liés à la restructuration des entreprises agricoles et de leurs effets sur les collectivités ne semblent guère pris en compte.

Bref, l'intervention de l'État en agriculture provoque de profonds changements structurels dans le milieu rural et les programmes de diverses natures élaborés pour stimuler la croissance de ce milieu ne semblent pas produire des effets probants pour le moment.

C- Recommandations

Il apparaît fondamental d'évaluer le plus justement possible les effets sur le monde rural de toute politique et tout programme car le monde agricole peut se développer et produire en même temps une décroissance du monde rural.

Tout programme de protection ou de soutien devrait, entre autres, être soupesé en fonction non seulement de leurs effets sur le développement agricole mais aussi sur le développement rural.

Si les interventions de l'État ont pour effet de réduire les risques du monde agricole, celui-ci peut prendre des orientations de développement qui bouleversent négativement le monde rural.

Marcel Daneau, économiste

Professeur à la retraite

Nicolet